

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :
15/04/2020

Dossier complet le :

N° d'enregistrement :
2020-ARA-KKP-2546

1. Intitulé du projet

modification piste parcours hivernal en forêt communal de LA LECHERE

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom pointet

Prénom andré

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

communauté de communes des vallées d'AIGUEBLANCHE

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

garnier jean-louis

RCS / SIRET

247 300 001 500 010

Forme juridique

collectivité

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
6° piste d'une longueur de 318 ml 47° défrichement inférieur à 2500 m²	

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

modification d'une piste d'itinéraires nordiques (piétons, raquettes, ski de fond) dangereuse
déplacement de la piste en forêt de bois soumis sur 318 mètre linéaire (étude en annexe réalisée par l'ONF)

4.2 Objectifs du projet

sécurisation d'une portion de piste damée l'hiver ouverte aux différents publics

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

défrichement sur une largeur de 6 à 7 m de largeur , terrassement léger pour obtenir une surface plane transversale et longitudinale permettant le damage
la piste supprimée reviendra à son aspect naturel antérieur

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

la plateforme restera en l'état , la végétalisation se fera naturellement . un débroussaillage régulier sera éventuellement réalisé pour permettre le passage de la dameuse

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

aucune connaissance

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
piste forestière de 318 m par 7 m de largeur	6688 euros TTC

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s)
d'implantation

forêt communal lieudit LE
SECHERON

commune de LALECHERE

parcelle OP 147

Coordonnées géographiques¹

Long. __° __' __" __ Lat. __° __' __" __

Pour les catégories 5° a), 6° a), b)
et c), 7° a), 9° a), 10°, 11° a) et b),
22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a) et b) de
l'annexe à l'article R. 122-2 du
code de l'environnement :

Point de départ :

Long. 4 5 ° 5 0 ' 9 0 " 900 Lat. 0 6 ° 4 6 ' 1 9 " 900

Point d'arrivée :

Long. 4 5 ° 5 1 ' 3 7 " 060 Lat. 0 6 ° 4 6 ' 5 4 " 200

Communes traversées :

commune de LALECHERE

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☒

Non ☐

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation
environnementale ?

Oui ☒

Non ☐

voir étude ONF ci-jointe

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les
différentes composantes de votre projet et
indiquez à quelle date il a été autorisé ?

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Les-donnees-environnementales-.html>.

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
En zone de montagne ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

la piste actuelle sera laissée en l'état et reviendra à son état naturel antérieur
de plus une mesure compensatoire de reboisement est proposée en mesure compensatoire du défrichement nécessaire à la création de la nouvelle piste forestière de 318 ml

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

non, l'étude réalisée par l'ONF, nous paraît suffisante pour l'évaluation environnementale

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet	
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - <input type="checkbox"/> non publié ;
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ; <input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ; <input type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ; <input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ; <input type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets. <input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
étude onf

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à

GRAND-AIGUEBLANCHE

le, 30 MARS 2020

Signature

Mr Pointet André



Insérez votre signature en cliquant sur le cadre ci-dessus

Etude pour la création d'un parcours sportif hivernal

En forêt communale de La Léchère - Doucy



Propositions techniques, chiffrage et CCTP

2019

RENDU D'ÉTUDE

Source : Google Earth

MAITRE D'OUVRAGE :

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES VALLEES DU GRAND AIGUEBLANCHE

40 chemin des loisirs, Bellecombe, 73260 Aigueblanche,

Tel: 04.79.24.20.04,

Mail ; secretariat@ccva-savoie.com

Document final

Version Décembre 2019

RÉALISATION :

Service Forêt - ONF de la Savoie

Chef de Projet : Xavier DUTHY, Cadre Technique à l'agence ONF de la Savoie



**Etude pour la création d'un parcours sportif d'hiver
en forêt communale de La Léchère - Doucy**

RESUME

L'objectif de l'étude est de proposer un projet de création d'un parcours sportif d'hiver qui permettra de sécuriser celui existant en évitant une portion dangereuse en présence d'une forte pente et d'une falaise

La pratique d'une activité sportive ou ludique impose des conditions adaptées à la pratique de celle-ci

La pratique du ski de fond est un axe développé par la CCVA dans le domaine de la station de Doucy-Combelouvière, cependant des mesures sont à prendre pour optimiser l'activité dont la sécurité du skieur de fond dans l'utilisation du domaine.

- Il est donc proposé : la **création sur 318 m d'une modification d'une partie de piste dangereuse**
- Le montant de prévisionnel des travaux est de **5 574 € HT**
- L'étude précise les modalités techniques règlementaires et financières visant à la faisabilité du projet.

Table des matières

	1
Préambule	5
1. Présentation de l'étude	6
1.1. Contexte et origine du projet	6
1.2. Objectifs du projet	6
1.3. Le tracé étudié	6
2. Le milieu naturel du projet	7
2.1. Géologie	7
2.2. Risques naturels	7
2.2.1. Stabilité des terrains	7
2.2.2. Avalanches	7
2.2.3. Incendies	7
3. le contexte écologique et réglementaire du projet	7
3.1. Contexte général	7
3.2. Natura 2000	8
3.3. ZNIEFF	8
3.3. ZICO	8
3.4. Impact sur la flore	8
3.5. Paysages	8
3.6. Conclusion	8
4. ASPECTS FONCIER CONCERNANT LE PROJET	9
5. ELEMENTS DESCRIPTIFS ET ESTIMATIFS DU PROJET	9
6.1. Matérialisation du projet sur le terrain	9
7.1 Coûts prévisionnels du projet	10
8. annexes	10

Préambule

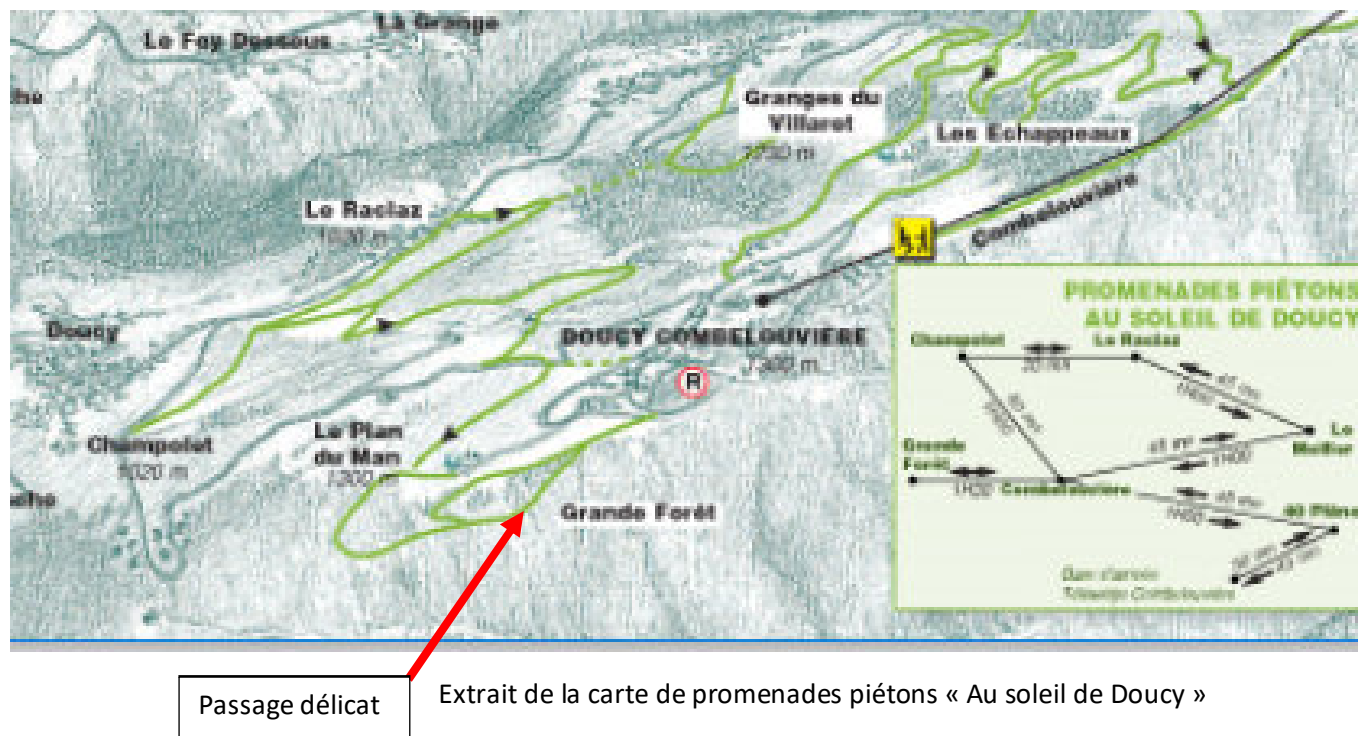
Doucy-Combelouvière est une petite station de sports d'hiver de la Tarentaise, située sur le territoire communal de La Léchère, dans le département de la Savoie en région Auvergne-Rhône-Alpes.

L'activité sportive ou ludique n'est pas exclusivement centrée sur le ski alpin, puisque la station a développé le ski de fond, la raquette à neige, la randonnée pédestre mais aussi des sorties de découverte de la nature.

Mais ces activités nécessitent de proposer des itinéraires adaptés à chaque pratique afin que chacun évolue dans des conditions optimales.

Or pour l'activité ski de fond, il existe une piste difficile voire dangereuse, située au canton des grands plans (entre Le plan du Man et Grande Forêt sur le plan ci-dessous).

La dangerosité du passage est liée à la pente (+ de 25% en descente à ski) et à la présence d'un virage serré situé au bord d'une petite falaise : repenser ce passage devenait une nécessité



Cette étude se propose de modifier le parcours actuel en évitant donc ce passage difficile.

1. Présentation de l'étude

1.1. Contexte et origine du projet

La CCVA (La Communauté de communes des Vallées d'Aigueblanche) exerce des compétences sur son territoire dont, notamment l'aménagement et la gestion d'équipements sportifs.

Dans ce cadre, la CCVA nous a missionné pour définir un nouveau parcours puisque nous sommes gestionnaires de la forêt dans laquelle s'inscrit ce projet et avons les compétences dans le domaine des dessertes forestières.

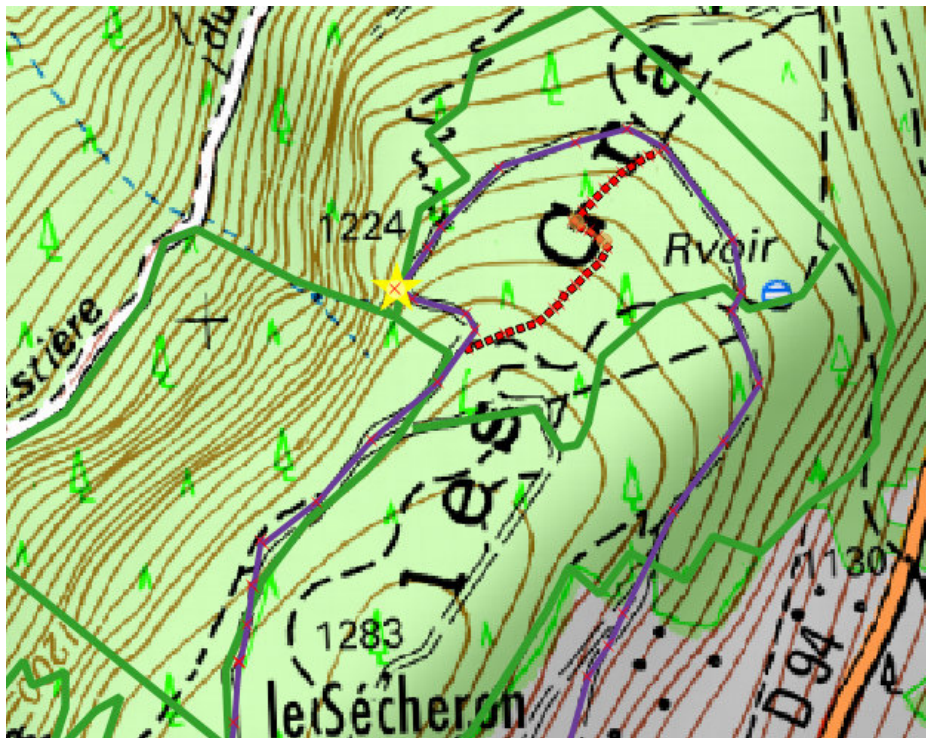
1.2. Objectifs du projet

L'idée est de recréer un itinéraire apportant un confort de pratique et une sécurité optimale à tout utilisateur en adoptant comme paramètres :

- Eviter le passage en bordure de falaise
- Avoir des pentes avec un optimum de 20%
- Conserver un couvert boisé
- Prévoir une largeur permettant le passage d'une petite machine pour le damage (6m max) .

1.3. Le tracé étudié

Il se situe en forêt communale de la Léchère-Doucy, parcelle 8. Il part du plateau, suit la piste existante et bifurque avant la descente et reste en versant nord. (Voir plan ci-dessous).



Zone dangereuse



Parcours actuel



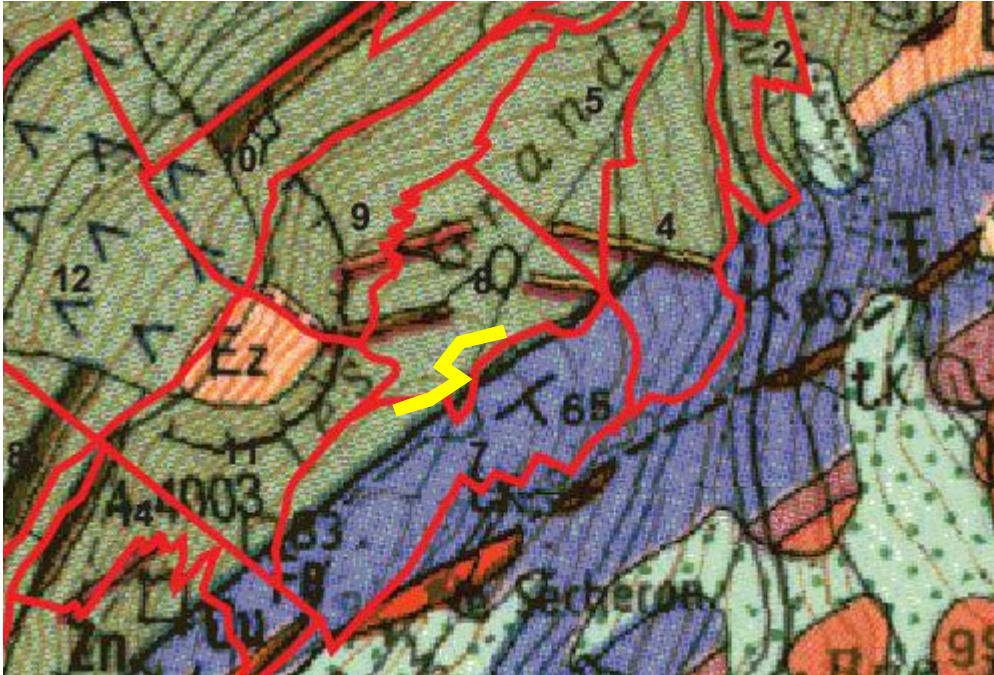
Modification proposée

2. Le milieu naturel du projet

La création d'un parcours induit des terrassements qui vont impacter le milieu naturel. Il y a donc lieu de faire une évaluation des incidences.

2.1. Géologie

La zone dans laquelle se situe le projet est constituée de schistes feldspathiques. Elles donnent des sols bruns assez profonds et permettent une diversité floristique importante.



2.2. Risques naturels

2.2.1. Stabilité des terrains

La pente faible, la nature des terrains sont des facteurs de stabilité de la zone.

2.2.2. Avalanches

Pour les mêmes raisons que ci-dessus, la zone n'est soumise à aucun aléa avalanches

2.2.3. Incendies

Compte tenu de la pluviométrie et de la composition du peuplement, le risque incendie est très faible, dans ou à proximité de la forêt.

3. le contexte écologique et réglementaire du projet

3.1. Contexte général

La forêt n'est, en général, pas considérée comme un milieu remarquable lorsque la densité est telle que le couvert empêche la prolifération des espèces herbacées. Cependant la nature géologique de la zone est propice à la diversité des espèces végétales et il faut une attention particulière lorsque le peuplement est plus ouvert.

3.2. Natura 2000

Pas de site Natura 2000, sur le linéaire étudié.

3.3. ZNIEFF

- Pas de ZNIEFF dans la zone du projet

3.3. ZICO

Pas de ZICO, sur le linéaire étudié

3.4. Impact sur la flore

En raison de la diversité géologique des sols, la flore recensé est d'une grande richesse et de nombreuses espèces sont présentes. Ainsi des espèces ont un statut de protection :

Plantes protégées au niveau national :
Cypripedium calceolus (Sabot de Vénus)
Clematis alpina (Clématite des Alpes)

Plantes protégées en région Rhône-Alpes :
Pyrola media (Pyrole intermédiaire)

On trouvera en annexe 1, la liste des espèces susceptibles d'être présente

Il est probable également de trouver par endroit

Buxbaumia viridis (Buxbaumie) mousse qui pousse en général sur bois mort et qui a un statut de protection national

En raison de ces éléments, une recherche approfondie des espèces présentes sur le tracé doit compléter l'étude.

3.5. Paysages

La visibilité externe de la forêt communale est forte, mais le tracé entièrement en forêt, les pentes faibles, permettront une intégration sans dégradation du visuel.

3.6. Conclusion

Le projet n'est pas soumis à des contraintes de milieu hormis la présence éventuelle de plantes d'intérêt patrimonial fort. Une étude complémentaire en période favorable (juin à Août) permettra d'affiner le tracé. Ceci sera réalisé par notre correspondant environnement

4. ASPECTS FONCIER CONCERNANT LE PROJET

Le tracé du projet est entièrement sur des terrains appartenant à la commune.

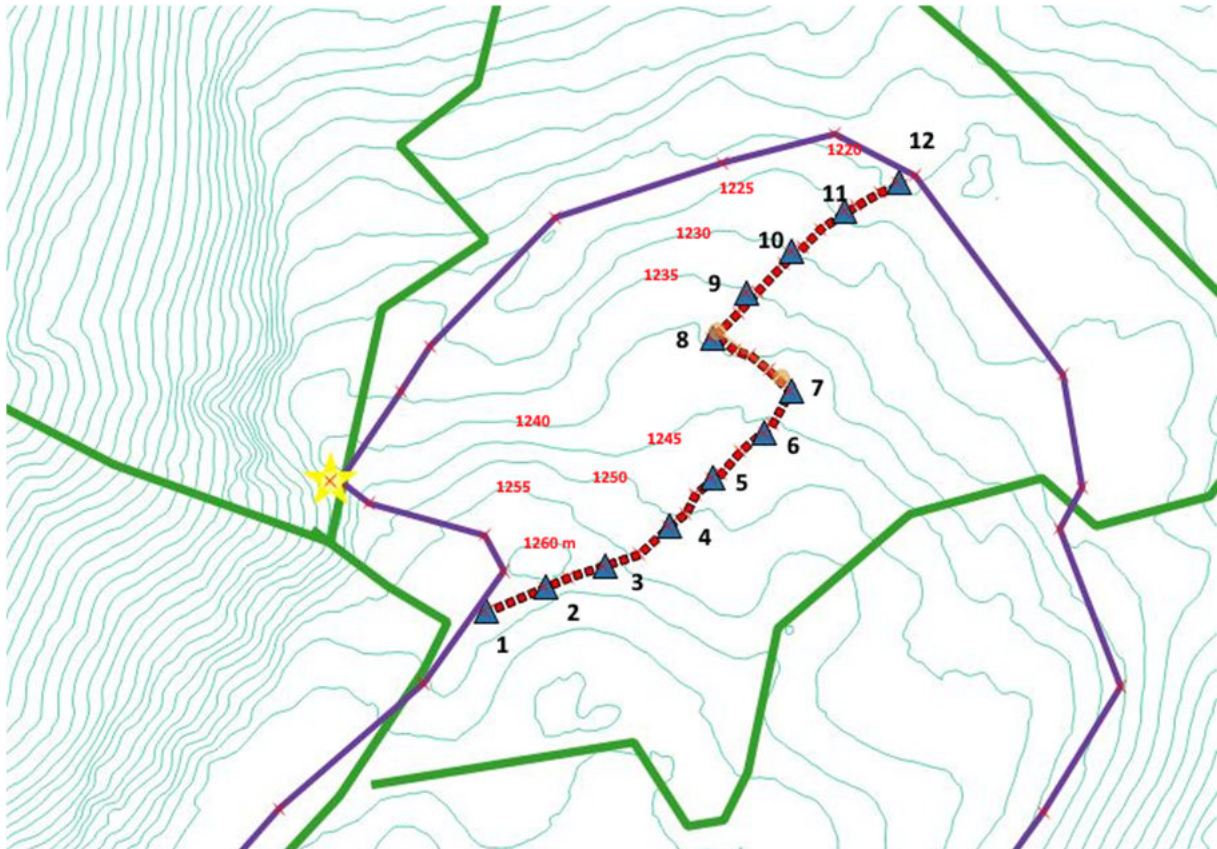
5. *ELEMENTS DESCRIPTIFS ET ESTIMATIFS DU PROJET*

6.1. Matérialisation du projet sur le terrain

Nous avons utilisé la méthode expéditive qui consiste à cheminer selon un linéaire défini par la pente en long à privilégier et la nature du terrain. Ainsi à l'aide du clisimètre (pour le pourcentage pente) et la connaissance du terrain, nous avons piqueté le parcours tous les 30 m sauf aux endroits de changement de direction (2 virages sur le parcours). Les piquets sont numérotés de 1 à 12.

Le piquet représente le niveau 0 de la piste et non l'axe.

- Départ à l'altitude 1258 m – Arrivée à 1220 m – dénivelé : 38 m



- Longueur : 318 m
- Largeur : 6 m
- Pente en long moyenne : 12 % allant de 6 à 19%
- Pente en travers moyenne : 35 %

On trouvera en annexe 2 l'état de piquetage.

7.1 Coûts prévisionnels du projet

Outre des travaux de terrassements, il sera nécessaire de procéder à des coupes d'arbres. Le volume non encore déterminé par l'opération de marquage des bois par le gestionnaire ONF, est estimé à 30 m³

Le récapitulatif des coûts de travaux s'établit ainsi

Opération	unité	Prix unitaire	Quantité	Prix total € HT
<i>Création de la modification du parcours d'hiver sur 318 m</i>				
<i>1 - Coupe d'emprise</i>				
Coupe des arbres	M3	13	30	390
Débardage des bois	M3	15	30	450
TOTAL				840
<i>2 - Coupe d'emprise</i>				
Installation de chantier	u	600	1	600
Terrassement de la piste	m	318	13	4 134
TOTAL				4 734
TOTAL GENERAL				5 574,00
TVA 20%				1 114,80
TOTAL TTC				6 688,80

8. annexes

- Annexe 1 : Liste des plantes susceptibles d'être présentes sur le parcours
- Annexe 2: Etat de piquetage du tracé proposé
- Annexe 3 : CCTP

ANNEXE 1 : Liste des plantes présentes en forêt de Doucy

Plantes protégées au niveau national :

Cypripedium calceolus (Sabot de Vénus)

Clematis alpina (Clématite des Alpes)

Plantes protégées en région Rhône-Alpes :

Pyrola media (Pyrole intermédiaire)

Lycopodium clavatum (Lycopode en massue),

Autres plantes d'intérêt patrimonial :

Cephalantera rubra (Céphalantère rouge)

Cephalantera damasonium (Céphalantère de Damas, blanc)

Cicerbita plumieri (Cicerbite de Plumier)

Sedum anacampseros (Orpin anacampséros)

Atropa bella-donna (Belladone)

Tofieldia calyculata (Tofieldie caliculée, dans la zone humide)

Pinguicula vulgaris (Grassette commune, dans la zone humide)

Salix elaeagnos (Saule drapé)

Rubus saxatilis (Ronce des rochers)

Saxifraga paniculata (Saxifrage paniculé)

Parnassia palustris (Parnassie des marais)

Acer monspessulanum (Erable de Montpellier)

Ulmus sp (Ormes)

ANNEXE 2 : Etat de piquetage

CCVA

Création d'un parcours sportif d'hiver en forêt communale
de La Léchère - Doucy

Etat de piquetage

ETAT DE PIQUETAGE

Piquet	Longueur (mètre)	PENTE en long (%)	PENTE en travers (%)	LARGE UR Assise R=4; P=3.5 (mètre)	Assise en déblai (mètre)	TALUS 3=3/2 4=4/1 1=1/1	longueur applicab le	MINA GE (%)	SECTION (m. carré)	VOLUME TOUT VENANT (m. cube)	VOLUM E MINAGE (m. cube)	OBSERVATIONS
1			30	6	3.05	3	15		1.74	26	0	Départ depuis la piste à l'altitude 1258 m
2	30	6										
3	30	-13	30	6	3.05	3	30		1.74	52	0	
4	30	-13	30	6	3.05	3	30		1.74	52	0	
5	30	-6	10	6	3.05	3	30		0.50	15	0	
6	30	-7	10	6	3.05	3	30		0.50	15	0	
7	18	-8	10	6	3.05	3	24		0.50	12	0	
8	35	-13	15	3.5	1.78	3	26.5		0.26	7	0	P 7 = virage à gauche
9	30	-14	10	3.5	1.78	3	32.5		0.17	5	0	P 8 = virage à droite
10	30	-19	8	3.5	1.78	3	30		0.13	4	0	
11	25	-13	6	3.5	1.78	3	30		0.10	3	0	
12			8	3.5	1.78	3	27.5		0.13	4	0	
			10	3.5	1.78	3	12.5		0.17	2	0	Arrivée sur la piste existante
TOTAL	318									171.231		

ANNEXE 3 : CCTP



Communauté de Communes des Vallées du Grand Aigueblanche

Création d'un parcours d'hiver sur la commune de La Léchère – Doucy- Parcelle 8 – Forêt communale

CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES

I - Objet du C.C.T.P.

La présente consultation a pour objet :

La création d'un parcours d'hiver. Cet équipement est prévu pour permettre la pratique d'activités telles que le ski de fond ou la raquette.

Lieu d'exécution de la prestation : Forêt communale de La Léchère-Doucy, parcelle 8.

Il définit les spécifications techniques de la construction des chaussées souples empierrées non revêtues indiquées sur le plan de situation au 1/25 000 et 1 /5 000 joint au dossier de la consultation.

II – GENERALITES –

2.1 Respect des règles de l'art

L'entrepreneur s'engage à travailler dans les règles de l'art, conformément aux différents cahiers des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux de terrassement et de génie civil.

L'entrepreneur s'engage à respecter les spécifications des normes harmonisées européennes et à défaut les normes techniques décrites ou référencées dans les différents fascicules officiels publiés par décrets interministériels, et plus particulièrement celles des fascicules :

- n° 2, Terrassements généraux (édition de mars 2003)
- n° 25, Exécution des corps de chaussée, particulièrement les dispositions des chaussées souples et non revêtues

L'entrepreneur est tenu de se conformer aux prescriptions techniques particulières du présent cahier ainsi qu'aux directives du maître d'œuvre selon l'évolution du chantier.

L'entrepreneur a un devoir de conseil technique envers le maître d'ouvrage et son maître d'œuvre pour le choix des meilleures préconisations ou modalités d'exécution des ouvrages prévus dont il possède le savoir-faire. Cela n'empêche pas l'entrepreneur de devoir soumettre à l'agrément préalable du maître d'œuvre toutes les dispositions techniques qui n'ont pas été prévues initialement ou qui ne font pas l'objet de stipulations particulières dans les clauses du marché.

2.2 Phasage des travaux

L'entreprise précisera dans son devis, les dates d'intervention et le délai envisagé pour la réalisation du projet.

III – CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux compris dans l'entreprise sont soumis à une Visite préalable

Le règlement de la consultation prévoit une visite obligatoire du site. L'Entrepreneur est donc tenu d'avoir examiné les lieux et de s'être assuré par lui-même des conditions existantes dans lesquelles il devra travailler. A ce sujet, aucune tolérance ne sera admise ultérieurement pour toute erreur ou négligence de la part de l'Entrepreneur.

Celui-ci, après examen des lieux, devra s'assurer lui-même de la nature et de l'emplacement des travaux, du caractère de l'exécution des travaux, des conditions générales locales, de tout autre élément pouvant d'une manière quelconque affecter les travaux objet de ce marché.

Il appartient à l'Entrepreneur, afin de faire face à l'ensemble de ses obligations contractuelles et notamment en vue de mieux juger dans le détail des modalités optimales d'engagement et de poursuite des opérations, de procéder à tous compléments d'interprétation de l'ensemble des données qu'il a prises en considération, de rechercher à sa charge toutes informations complémentaires nécessaires à l'exécution des travaux.

La vérification de l'existence d'obstacles souterrains (réseaux divers, ...) est due par l'Entrepreneur.

3.1 Travaux préliminaires

Comprenant :

- **l'installation de chantier y compris les locaux du personnel conformément aux réglementations en vigueur ainsi que toutes les dispositions à prendre en matière d'hygiène et sécurité,**
- la mise en place des protections provisoires ainsi que tous les travaux de mise en sécurité du chantier.
- le débroussaillage et le nettoyage des terrains destinés à être terrassés,

3.2 Travaux de conception de l'ouvrage

Comprenant :

- **La préparation de l'emprise (coupe des arbres commercialisables dont le diamètre >15 cm, coupe de la végétation et nettoyage)**
- **le terrassement toute nature (pelle pour matériaux meubles et au BRH pour rocher) des matériaux d'emprunts hors site**

3.3 Modifications susceptibles d'intervenir en cours de chantier

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de modifier, de supprimer ou d'ajouter certains ouvrages après la signature du Marché. Cette décision peut porter notamment sur les points suivants :

- Emprises des terrassements,
- Géométrie des terrassements,
- Drainage, assainissement,
- Phasage des travaux.

V - CONDITIONS D'EXECUTION

5-0 : Piquetage de l'ouvrage

Un piquetage a été matérialisé sur le terrain, l'entrepreneur veillera à le conserver durant l'ouverture de l'emprise.

5-1 : ARBRES D'EMPRISE et débroussaillage de l'emprise

Arbres d'emprise :

Le maître d'ouvrage se chargera de faire abattre, façonner et ébrancher les arbres avant le début des travaux. Les arbres abattus seront encore présents sur l'emprise. L'entrepreneur aura la charge de les mettre hors emprise pour une récupération ultérieure.

5-2 : REALISATION DES TERRASSEMENTS

Les travaux de terrassement se feront obligatoirement à la pelle mécanique **et comprennent :**

- le déblaiement des terres proprement dit, le dessouchage (souche à enlever et à placer hors emprise), **Toutes les souches situées dans l'emprise des travaux seront arrachées et enterrer aux lieux précisés par le maître d'ouvrage. Aucune souche ne doit subsister en vue.**

Un soin particulier sera apporté au talutage amont qui sera lissé à la pelle (talus de pente 1/1), et notamment au sommet de talus. Le raccord avec le terrain naturel sera systématiquement couché et tassé pour éviter le sous cavage et les reprises d'érosion ultérieures. Aucun élément (souche, bloc...) ne devra être en surplomb sur le talus.

Il est bien précisé que les travaux de terrassement s'entendent en terrain de toute nature.

Le rétablissement des accès aux pistes existantes, le déblaiement sur le tracé de tous les matériaux provenant de l'ouverture de la piste, ainsi que les raccords et la mise en forme des talus au niveau des passages des sentiers font partie du marché.

Le recours au minage et à l'utilisation d'explosif est interdit.

Le brise-roche sera utilisé exclusivement pour le rocher si besoin

CREATION DE LA PISTE DU PARCOURS D'HIVER

(BPU)

Profil en long : Le respect des profils en longs de l'état de piquetage est impératif.

Les prescriptions suivantes seront respectées :

👉 **Largeur utile de la plateforme : 6 mètres Maximum.**

☞ dévers amont de 3 %

VI – SECURITE

Il appartient à l'entrepreneur de rappeler à son personnel toutes les règles générales et particulières de sécurité, législatives et réglementaires. Il devra plus particulièrement donner les instructions nécessaires et prendre toutes les dispositions vis à vis des risques suivants :

- **Risques vis-à-vis des promeneurs sur sentiers et dans les sous-bois.**
Les dispositions provisoires de protection que l'entrepreneur se propose de prendre pour assurer la sécurité des tiers, des biens et des voies pouvant être menacés par l'activité sur le chantier, devront être explicitement définies dans le programme d'exécution.

L'entrepreneur sera tenu de mettre en œuvre sur le chantier le matériel, d'utiliser les méthodes et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour satisfaire aux dispositions particulières de sécurité.

VII– CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES

7-1 : RESPECT DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES

Pour mémoire, il est rappelé à l'entreprise que le maître d'ouvrage a adapté la conception du projet pour en minimiser les impacts négatifs sur le milieu. Il s'est également assuré que toutes les procédures administratives et les exigences réglementaires ont été respectées, pour ce qui relevait de sa compétence.

Le présent document vise en outre à aider l'entreprise à adopter des modes de réalisation respectueux de l'environnement.

Toutefois, si une mise en demeure écrite du maître d'ouvrage de respecter les prescriptions ci-dessous reste sans effet, conformément au CCAP, il sera retenu une indemnité de 800 euros par infraction aux prescriptions ci-dessous dûment constatée, Elle ne remplace pas d'éventuelles amendes ou poursuites prévues par la loi.

7-2 : STOCKAGE ET UTILISATION DE SUBSTANCES POTENTIELLEMENT POLLUANTES

- Carburants - lubrifiants

Ils seront stockés en conteneurs étanches posés sur un sol plan, propre et stable. Les conteneurs seront isolés du sol par une bâche plastique ou un matériau absorbant (sable ou sciure) pour permettre la récupération des éventuels rejets accidentels. A l'issue des travaux le site du chantier sera débarrassé de toutes traces ou sous-produits. L'usage de l'essence pour le nettoyage des engins (tronçonneuse ou débroussailleuse par exemple) est formellement interdit ; l'entrepreneur veillera à utiliser des produits non toxiques autorisés pour cet emploi.

- Autres substances

L'éventuel emploi d'autres substances potentiellement polluantes sera soumis à concertation et agrément du maître d'œuvre – l'entreprise apportera la preuve du caractère légal de l'emploi et le maître d'œuvre prescrira éventuellement des consignes de précaution.

7-3 : GESTION DES DECHETS

Pendant la durée du chantier, les déchets (emballages, bois, ferrailles, rémanents végétaux, déblais, produits de démolition...) seront rassemblés dans un endroit identifié. L'entrepreneur prendra les dispositions nécessaires pour éviter un dispersement (par le vent ou les eaux de pluie par exemple).

A l'issue du chantier, et éventuellement avant si leur volume s'avère trop important : les déchets produits par l'entreprise seront évacués sous sa responsabilité vers un dépôt ou une filière de recyclage agréés.

Les matériaux en excès (fouilles, produits de démolition...) après comblement des fouilles et atterrissements artificiels ou refusés par le maître d'œuvre seront déposés à la fin du chantier en décharge agréée par le Maître d'œuvre.

La recherche de celle-ci, l'obtention des autorisations administratives éventuelles et le coût de cette mise en décharge sont à la charge de l'entreprise.

7-4 : PROTECTION DES ESPACES NATURELS CONTRE L'INCENDIE

Il sera fait une stricte application de la réglementation en vigueur (code forestier complété par l'arrêté préfectoral en cours de validité). D'une façon générale, l'emploi du feu est interdit sur le chantier sauf dérogation expresse délivrée par le maître d'œuvre dans la limite des permissions édictées par la réglementation nationale ou locale en vigueur. Dans ce cas et sauf indications contraires, l'entrepreneur observera les consignes suivantes :

- pas d'allumage si la vitesse du vent est supérieure à 40 km/h établis ;
- foyer de Ø < 1,5 mètre et 1 mètre de haut ;
- foyer distant d'au moins 10 mètres de la végétation avoisinante et hors d'aplomb de houppier ;
- le site aura été préalablement débroussaillé sur vingt mètres de rayon ;
- le feu sera sous surveillance constante d'un personnel compétent armé d'une réserve d'eau d'au moins 200 litres ou d'une manche à eau en état de fonctionner ;
- en cas de propagation, le surveillant avertira immédiatement les secours (tél. 112 ou 18) ainsi que le maître d'œuvre et se mettra en situation de sécurité. L'appel téléphonique devra indiquer de manière aussi précise que possible le lieu, la nature et l'importance du sinistre ;
- à la fin du brûlage, le foyer sera noyé. Le recouvrement par de la terre est interdit ;
- toute incinération est interdite en période rouge et par vent fort (vitesse moyenne supérieure à 40 km/h) quelle que soit la période (se renseigner auparavant auprès du Service local compétent) ;

- en période orange sans vent fort, toute incinération est soumise à déclaration en mairie au moins 5 jours à l'avance.

7-5 : CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES DANS LES ESPACES NATURELS

Afin d'éviter l'ouverture de pistes inutiles et préjudiciables à l'environnement, les accès au chantier seront limités au strict besoin pour les travaux. Leur tracé sera préalablement validé par le maître d'œuvre ainsi que les aires de stockage et de stationnement. La circulation sera réservée aux employés de l'entreprise qui respecteront les mesures de précaution minimales : trajets limités au nécessaire, vitesse modérée, stationnement suspendu pendant les périodes d'inactivités. Dans le cas de risque de levée importante de poussières au passage des engins, l'entreprise procèdera régulièrement à l'arrosage des pistes utilisées. A l'issue des travaux, l'entrepreneur procèdera à la remise en état du site.

7-6 : INTEGRATION PAYSAGERE DES OUVRAGES

Aucune atteinte ne sera portée à la végétation située hors de l'emprise des ouvrages, des accès ou des aires de travail ou de stockage prévues. Seul l'abattage des arbres désignés par le maître d'œuvre est autorisé. Aucune atteinte ne sera portée aux autres arbres.

7-7 : GESTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

En cas de pollution accidentelle, l'entrepreneur avisera sans délai les secours (tél. 112) ainsi que le maître d'œuvre. Il prendra toute disposition utile à faire cesser la cause du problème en attendant l'arrivée des secours et les consignes conservatoires du maître d'œuvre. L'appel téléphonique devra indiquer de manière aussi précise que possible le lieu, la nature et l'importance du sinistre.

7-8 : PROTECTION DES SITES ARCHEOLOGIQUES, PREHISTORIQUES, HISTORIQUES

En cas de découverte fortuite d'objets, vestiges, ruines... intéressant l'histoire, la préhistoire,

l'archéologie, l'histoire de l'art..., l'entrepreneur alertera sans délai le maître d'œuvre ainsi que le

maire de la commune de situation (article 14 de la loi du 27/09/1941).

VIII – ORGANISATION DU CHANTIER

- La circulation sera limitée sur la route forestière : la commune prendra un arrêté d'interdiction de circuler pendant le temps des travaux, à charge de l'entreprise de mettre en place la signalétique correspondante.
- Le déroulement et l'avancement du chantier se feront chronologiquement en accord avec le Maître d'œuvre.
- Une **Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux (D.I.C.T.)** sera déposée auprès de la Commune de La Léchère pour connaître les réseaux existants sur le tracé projeté.
- **Présence d'une conduite d'eau enterrée sur le versant.**
- Aucune modification des techniques d'application et des types de matériaux précisés à l'avant métré et au CCTP ne pourra être décidée par l'adjudicataire sans l'accord préalable du Maître d'œuvre.

- Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de modifier les clauses techniques, l'emprise et les dimensions des ouvrages, la qualité des matériaux sous réserve de convenir au préalable d'un accord d'exécution et de prix avec le Maître de l'Ouvrage et l'adjudicataire du marché.

- Les formes, les dimensions et les implantations des ouvrages, et travaux annexes seront conformes au descriptif détaillé des travaux de l'avant métré, du CCTP et des plans annexés.

L'adjudicataire est déclaré responsable de la sécurité du chantier vis-à-vis de son personnel, des représentants, des Maîtres d'œuvre et de l'ouvrage et des tiers.

Il sera fait application du décret 65-48 du 8.01.1965 sur la sécurité des travailleurs occupés à des travaux de terrassement à ciel ouvert, notamment lors de l'exécution des fouilles où l'échafaudage sera obligatoire.

Le présent C.C.T.P. a été établi par

, le

Le

Mention manuscrite "***Lu et accepté sans modification (*)***"

A , le

L'Entrepreneur, NOM et qualité

Signature et cachet de l'Entreprise

() : N.B. = Toute modification de clause*

technique qui serait proposée par

l'Entrepreneur doit faire l'objet

d'une proposition écrite

Parcelle 0P0417

Adresse :	LA GRANDE FORET
Commune :	LA LECHERE
Code Commune (Insee) :	73187
Cpte Propriétaire :	73187+00042
Surface cadastrale (m²) :	1410376
Urbaine :	Non
Bâtie :	Non
Parcelle primitive :	0009
Parcelle de référence :	

Urbanisme : POS/PLU

Zonage	Libellé	Surface (m2)*	COS	CES	Hauteur	Réglement de la zone
A	Zone agricole	11				Consulter le règlement
Ub	Zone urbaine récente à vocation mixte	75				Consulter le règlement
Ns	Zone naturelle support du domaine skiable	17128				Consulter le règlement
Uc	Zone urbaine récente de densité moindre	4				Consulter le règlement
N	Zone naturelle	1362290				Consulter le règlement
Nzh	Zone naturelle accueillant des zones humides et tourbières	8173				Consulter le règlement

*calcul sur la surface graphique, exclusion si surf # 2 m²

[Avancement de l'actualisation/mise en ligne du POS/PLU de cette commune](#)

[Avancement de l'actualisation/mise en ligne du POS/PLU de cette commune](#)

[Avancement de l'actualisation/mise en ligne du POS/PLU de cette commune](#)

[Avancement de l'actualisation/mise en ligne du POS/PLU de cette commune](#)

[Avancement de l'actualisation/mise en ligne du POS/PLU de cette commune](#)

[Avancement de l'actualisation/mise en ligne du POS/PLU de cette commune](#)

Propriétaire(s) de la parcelle

*Cliquer sur le n° de compte pour accéder à son relevé de propriété

Compte	Nom	Nom d'usage	Etat Civil	Adresse	Type	Destinataire avis
73187+00042	COMMUNE DE LA LECHERE BOIS RELEVANT DU REGIME FORESTIER	COMMUNE DE LA LECHERE BOIS RELEVANT		BOITE POSTALE 1 73260 LA LECHERE CEDEX	proprietaire	X

		DU REGIME FORESTIER					
--	--	------------------------	--	--	--	--	--

Subdivision(s) fiscale(s)

Lettre	Groupe	Nature	Occupation	Classe	Compte	Surface (m²)	Revenu cadastral actualisé(€)
J	Bois	futaies resineuses	-	01	+00042	1020000	1629.16
K	Bois	futaies resineuses	-	01	+00042	390376	623.52

Exonération

N° d'orde	Lettre de subdivision	Motif exonération temporaire	Collectivité	Montant VL concerné	Pourcentage exonération	Revenu cadastral exonéré	Année de début d'imposition	Anné de retour d'imposition
01	J	Exonération des terres agricoles (groupes de cultures 1 à 6, 8 et 9)	C	0	2000	32583	0	0
02	J	Exonération des terres agricoles (groupes de cultures 1 à 6, 8 et 9)	GC	0	2000	32583	0	0
03	J	Terrains boisés présentant un état de futaie irrégulière en équilibre de régénération. Exonération partielle (25%) de 15 ans, Renouve dans PEXN	C	0	2500	32583	0	2022
04	J	Terrains boisés présentant un état de futaie irrégulière en équilibre de régénération. Exonération partielle (25%) de 15 ans, Renouve dans PEXN	GC	0	2500	32583	0	2022
01	K	Exonération des terres agricoles (groupes de cultures 1 à 6, 8 et 9)	C	0	2000	12470	0	0

02	K	Exonération des terres agricoles (groupes de cultures 1 à 6, 8 et 9)	GC	0	2000	12470	0	0
03	K	Exonération des terres agricoles (groupes de cultures 1 à 6, 8 et 9)	TS	0	10000	62352	0	0

